

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 10/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



GPE IV REAU

8 Avenue Hoche
75008 Paris

Référence : E4/22 - 2343
Code AIOT : 0006522000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement GPE IV REAU implanté Parc de l'A5, rue Denis Papin, 77550 REAU. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPE IV REAU
- Parc de l'A5, rue Denis Papin 77550 REAU
- Code AIOT : 0006522000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Cet entrepôt est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4331 et à enregistrement pour la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il est également soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910-A-2 et 1185-2a ainsi qu'à déclaration pour les rubriques 2925-1, 4320-2 et 4321-2 de la nomenclature ICPE.

Le site a été mis en service le 7 mars 2022 ; il est exploité par GXO Logistics. Dans ce cadre,

l'inspection des installations classées avait été conviée à visiter le site le 28 mars 2022 ; aussi, à cette occasion, il avait été réalisée une inspection de récolement uniquement sur les dispositions constructives.

Actuellement, il n'y a aucun stockage de liquides inflammables sur le site.

Cette seconde inspection est une inspection de récolement sur les procédures. Elle a été réalisée par sondage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques,
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2.1.4	/	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 5.1.6	/	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été mis en service en mars 2022. De nombreuses actions et procédures ont été mises en place. Cependant, il a été constaté 2 non-conformités l'une en lien avec un dysfonctionnement de la relève automatique de la consommation d'eau, l'autre avec la non finalisation du plan d'organisation interne (POI). Ces non-conformités devraient être levées rapidement par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations</p>
<p>Constats : L'exploitant a désigné 3 personnes référentes ayant connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits par son exploitation, les produits utilisés ou stockés ainsi que les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant a prévu de désigner d'autres personnes en 2023 afin qu'un roulement puisse être possible.</p> <p>Il n'est pas possible d'accéder librement aux installations. En effet, le site est entièrement clos et l'entrée est fermée par une barrière. Toute personne étrangère doit se présenter au PC sécurité. L'accès est donné après vérification de l'identité de la personne, de la raison de sa venue (livraison, prestataire, etc.) ainsi que le port d'équipements de protection individuel (chaussures de sécurité, gilet fluo, etc.).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; • les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, • les moyens de lutte contre l'incendie ; • les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. <p>Constats : Une fiche "Accueil, sûreté, sécurité et environnement" est remise à l'arrivée sur site. Cette dernière rappelle le port obligatoire des EPI, certaines obligations et points de vigilance pour les conducteurs, quelques interdictions, la nécessité de garder le site en ordre et propre ; le plan du site y est annexé.</p> <p>Un livret d'accueil est remis aux nouveaux arrivants, ce dernier comprend un plan du site, quelques consignes importantes, les EPI à porter ainsi que les numéros de téléphone des personnes référentes du site.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constaté que les consignes d'exploitation ainsi que les fiches réflexes sont affichées en plusieurs endroits au sein de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant a également mis en place une signalétique visuelle permettant d'identifier et de localiser les moyens de défense incendie (RIA et extincteurs).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public Prélèvement maximal annuel (m³) : 5500</p> <p>Constats : L'exploitant réalise des relevés de consommation d'eau mensuellement depuis la mise en service du site. Ces derniers sont reportés sur un registre informatisé.</p> <p>Le site est équipé d'un compteur connecté qui permet une transmission automatique des données. Or, les relevés font apparaître des consommations aberrantes certains mois ; en effet, la consommation mensuelle du site varie de 244 m³ à plus de 69 000 m³. Début septembre, le prestataire est intervenu afin de remédier au problème. Ainsi, les relevés de consommation d'eau sont fiabilisés depuis un mois seulement.</p> <p>L'exploitant est en attente de sa première facture d'eau afin de connaître sa consommation réelle.</p> <p>Lorsque l'exploitant aura reçu sa facture d'eau, il transmettra à l'inspection des installations classées tout justificatif permettant d'attester du respect de la prescription de son arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi de déchet dangereux établi conformément à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement et dans les formes fixées par l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)</p> <p>Constats : Un registre des déchets sortant existe ; ce dernier est informatisé. Les informations contenues sont conformes à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Une extraction de ce registre a été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose également des bordereaux de suivi des déchets. Ces derniers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient aussi à jour la liste des transporteurs de déchets auxquels il fait appel. La liste a été consultée par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il était en attente d'un devis pour mettre en place le recyclage des papiers, cartons et plastiques au sein des bureaux et des locaux sociaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses ou, a minima, des fiches d'informations techniques pour les produits cosmétiques, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si cet état des stocks n'est consultable qu'au travers de l'outil de gestion informatique, alors ce dernier doit être en mesure de fonctionner et de sortir une édition papier de cet état à tout moment, même en cas de pertes d'utilités (coupure de l'alimentation électrique du site, des moyens de télécommunication....).</p>
<p>Constats : Un état des matières stockées est mis à jour tous les mardis. Ce dernier indique bien la localisation, la nature et la quantité des produits stockés.</p> <p>Cet état des matières stockées est imprimé et mis à disposition dans un classeur se trouvant au PC sécurité, à l'entrée du site. Par ailleurs, il est accessible à distance via le réseau informatique.</p> <p>Actuellement, l'exploitant ne stocke pas de produits dangereux. Toutefois, les fiches de données de sécurité des produits utilisés en interne par le personnel (gel hydroalcoolique, produits d'entretien...) sont disponibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p> <p>(...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation.</p> <p>Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour.</p> <p>Constats : L'exploitant a finalement établi un plan d'opération interne (POI). Ce dernier n'est encore qu'à l'état de brouillon car l'exploitant était en attente de certains éléments lui permettant de le finaliser. Par conséquent, il n'a pas encore été transmis à l'inspection des installations classées, ni au service départemental d'incendie et de secours (SDIS).</p> <p>Toutefois, une formation au POI a été organisée le 9 juin 2022 pour les personnes référentes du site. L'exploitant dispose des feuilles d'émargement et des attestations de formation des personnes ayant participé. Une copie des attestations a été transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre son POI finalisé au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats : Suite à des modifications sur les installations électriques, l'exploitant a fait réaliser le contrôle périodique des installations. Ce dernier a eu lieu du 30 mai au 10 juin 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis, post-inspection les Q18 et Q19 qui lui ont été remis.</p> <p>Le Q18 fait état de plusieurs non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Par conséquent, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les justificatifs permettant d'attester de la levée de ces non-conformités sous 3 mois.</p> <p>Le Q19 est dépourvu de non-conformité et d'observation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

